«AKHBAR AL YOUM»
LE PRINCE ATTAQUE

SHOWBIZ SHALYA, LA
SHAKIRA MAROCAINE

TELQUEL

■ N°393. Du 10 au 16 octobre 2009. 15 DH. 3 €

LE MAROC TEL QU'IL EST

Despotisme éclairé ou démocratie chaotique ?

Laïcité à l'occidentale ou conservatisme islamique ?

Modernité précipitée ou tradition archaïque ?

Liberté sans freins ou pensée unique ?

Le Marocains se posent des questions de fond… mais qui pourra y répondre ?

GRANDE ENQUÊTE

Le silence des intellectuels

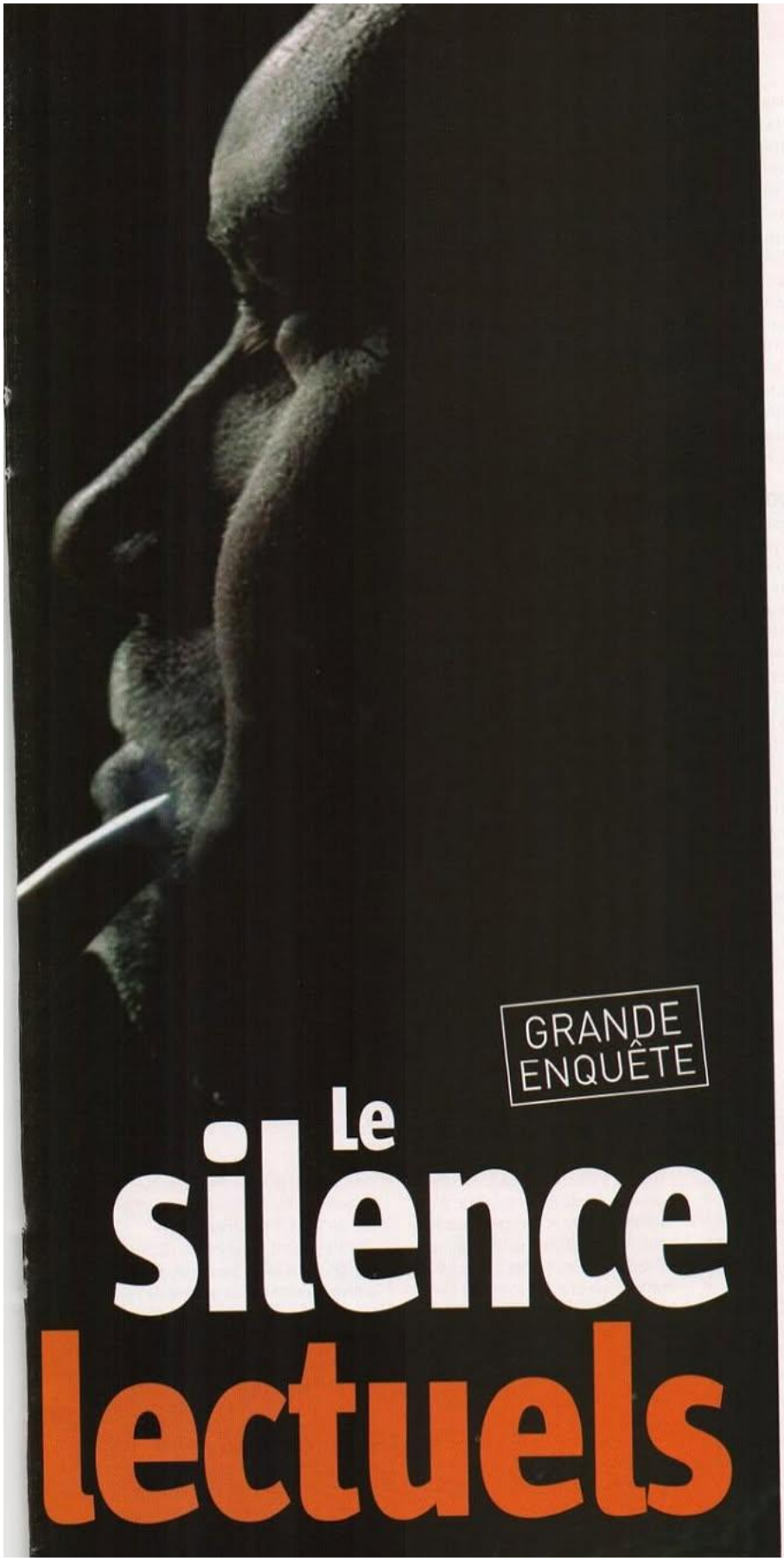
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : AHMED R. BENCHEMSI

des intel

En face d'une actualité débordante (affaires du rotavirus et des déjeuneurs de MALI, fermeture et procès de journaux, remous politiques), mais aussi devant les questions de fond dont l'impact est quasi quotidien (la place et le rapport à la religion, le pouvoir de la monarchie, l'état de la justice, etc), les intellectuels marocains donnent l'impression de se murer dans le silence. Discrets, pour ne pas dire absents ou démissionnaires, ils ne répondent plus à l'appel du public, de la société, en besoin de réponses et d'opinions. Le gros décalage entre la demande de la société et l'offre intellectuelle crée une situation bizarre : nous avons l'impression d'être en manque de repères, de certitudes, de gouvernail, etc. Pourquoi ? Est-ce une question d'époque, la nôtre étant vouée à la consommation plus qu'à la réflexion ? Est-ce une question de choix et d'orientations politiques, le Maroc ayant mis en veilleuse l'enseignement de la philosophie au profit de disciplines plus figées ? Est-ce une question de statut propre à l'intellectuel, celui-ci ayant fini par glisser dans le moule de l'expert, voire du consultant ? Et puis, à la base, qu'est-ce qu'un intellectuel, aujourd'hui : quelqu'un qui parle ? Qui écrit ? Qui réagit ? Qui se permet d'émettre une opinion, du moment qu'il est simplement connu ?

TelQuel a mené l'enquête pour comprendre les raisons d'un silence proprement assourdissant. ■

KARIM BOUKHARI



GRANDE ENQUÊTE

Le silence des lectuels

Despotisme éclairé ou démocratie chaotique ? Laïcité à l'occidentale ou conservatisme islamique ? Modernité précipitée ou tradition archaïque ? Libertés sans freins ou pensée unique ?

Le Maroc se pose des questions, mais qui pourra y répondre ?

PAR **RUTH GROSRICHARD**

Jean-Paul Sartre définissait les intellectuels comme des gens *"qui, ayant acquis quelque notoriété par des travaux qui relèvent de l'intelligence"* sortent de leur domaine pour *"se mêler de ce qui ne les regarde pas"*. Philosophe célèbre, il fit lui même de cette définition la devise de son action : l'indépendance de l'Algérie et du Vietnam, les grèves aux usines Renault, la lutte des dissidents dans l'ancien bloc soviétique, le racisme anti-maghrébin en France, etc. Il estimait que ça le regardait et le faisait savoir publiquement. Malgré leurs désaccords, Albert Camus déclarait, de son côté : *"Notre seule justification, s'il en est une, est de parler, dans la mesure de nos moyens, pour ceux qui ne peuvent le faire"*. Non pas que les deux intellectuels se soient pris, l'un ou l'autre, pour des maîtres à penser, des tuteurs en charge d'enfants mineurs, ou des bergers conduisant un troupeau. Il leur est arrivé de se tromper, mais seuls ceux qui s'abstiennent d'agir et de parler ne se trompent pas.

Engager sa responsabilité individuelle, refuser de se faire complice (par son silence) des injustices, des dénis de démocratie ou des atrocités, oser prendre la parole sur des questions qui regardent tout citoyen, ne jamais se compromettre avec les pouvoirs institués : telle est la conception de l'intellectuel qui a prévalu jusqu'au début des années 1980. Faut-il y voir une *"spécialité française, une exception historique"* comme l'avance Abdallah Laroui ? En partie oui, car c'est la France, avec le Zola de l'affaire Dreyfus et son fameux "J'accuse !", qui

Engager sa responsabilité individuelle, refuser de se faire complice (par son silence) des injustices et des dénis de démocratie ou des atrocités : telle est la conception de l'intellectuel qui a prévalu jusqu'au début des années 1980.

en fournit le prototype. Mais d'autres écrivains de renom, un peu partout dans le monde, ont suivi son exemple : Vaclav Havel dans l'ancienne Tchécoslovaquie occupée par les Russes, Breyten Breytenbach en militant contre l'apartheid en Afrique du Sud, Soljenitsyne en dévoilant les horreurs du goulag en URSS, ou le Palestinien Edward Saïd en dénonçant les injustices infligées à sa patrie et à son peuple…

Force est pourtant de reconnaître que de nos jours, les intellectuels ne jouent plus le rôle qui fut le leur. Au Maroc notamment : depuis plusieurs années, leur voix semble avoir perdu de sa force, au point d'être devenue quasiment inaudible. Comment expliquer ce silence ? S'ils continuent à s'exprimer, à qui s'adressent-ils ? En quels lieux ? Sous quelles formes ?

Le monde bipolaire des années 1960-70

Une chose est sûre : le contraste est frappant avec ce qui caractérisait, ici comme ailleurs, la période des années 1960-1970. Nourrie d'une perpétuelle confrontation d'idées sur fond de contestation des ordres établis, la vie intellectuelle et culturelle était féconde en créations de toutes sortes.

A l'époque, le monde était coupé en deux : le bloc soviétique d'une part et le bloc capitaliste de l'autre. Cette bipolarisation incitait chacun à choisir son camp. La jeunesse étudiante et les élites intellectuelles se mobilisaient contre le colonialisme résiduel et l'impérialisme, et soutenaient les luttes de libération nationale : celle des Palestiniens restera emblématique. Au Maroc, qui venait de s'affranchir du Protectorat, et se cherchait une nouvelle identité, on misait avec enthousiasme sur le développement du savoir. *"Nous avons essayé de décoloniser notre esprit, dans le domaine de l'idéologie, des sciences humaines et du réformisme religieux, pour participer à un projet de société moderne et avancée. Nous avons procédé à des relectures, à des reformulations de nos spécificités dans la culture, la langue, l'histoire, la société, la participation politique et le développement économique. Nous avons produit des intellectuels… dans l'espace de l'université et hors des murs de l'université"*, rappelle Abdelkébir Khatibi. Stimulant programme, dont des revues indépendantes, ouvertement de gauche, se firent les interprètes de manière plus offensive que la presse partisane d'alors. Ainsi de *Souffles* (*Anfâs* pour la version arabe), créée en 1966 par le poète Abdellatif Laâbi et à laquelle collaborent, entre beaucoup d'autres, les écrivains Mohamed Khaïr-Eddine ou Moustapha Nissaboury.

La même année, le couple Loghlam (Zakya Daoud et son mari) fondent *Lamalif* dont le titre sonne comme un slogan (assemblées, les deux lettres arabes "lam" et "alif" font "lâ", c'est-à-dire "non !"). Des universitaires réputés y plaideront pour un Maroc plus juste et plus moderne. En arabe, *Al Thaqâfa al jadîda*, créée en 1974 par le poète Mohamed Bennis, aura aussi une grande influence. Ces publications seront interdites les unes après les autres, preuve de leur impact sur la société. Une société dont des chercheurs marocains commencent à faire un objet d'étude. Sous l'impulsion de Khatibi, ils investissent le Bulletin économique et social du Maroc, né en 1933 et jusque-là monopolisé par les Français. Paul Pascon, qui a choisi la nationalité marocaine, y publiera des articles marquants sur le monde rural. Najib Bouderbala collabore avec lui, rejoint un peu plus tard par Abdellah Hammoudi, Mohamed Tozy, Mohamed Ennaji, Hassan Rachik, Najib Akesbi, Thami Khyari… Sociologue elle aussi, Fatima Mernissi fait paraître, dès les

PANORAMA

Le top des Centres de recherche…

L'Institut Universitaire de Recherche Scientifique, créé en 1961 à Rabat, est aujourd'hui dirigé par Amina Aouchar, spécialiste d'Histoire contemporaine. Ses thématiques de recherche portent sur les migrations, les femmes et la jeunesse, les études sahariennes, les pratiques interculturelles, l'histoire et l'archéologie. Il publie les revues *Al Bahth al-'ilmî* (La Recherche scientifique) et le *Bulletin économique et social du Maroc.*

Le Centre d'Etudes et de Recherches en Sciences Sociales, a été créé 1993 à Rabat. Abdellah Saaf, politologue, le dirige. Outre des travaux de recherche propres et des publications régulières (les revues *Dafâtir Siasiyya* et *Abhâth, le Rapport stratégique du Maroc*), il assure des consultations et de l'expertise. Il développe aussi des partenariats avec des organismes internationaux et le mouvement associatif marocain.

Le Centre Marocain des Sciences Sociales, fondé à Casablanca, par Mohamed Tozy et Hassan Rachik, se veut pluridisciplinaire. Ses thèmes de recherche sont : les valeurs et les représentations, les identités collectives, les changements sociaux et l'anthropologie urbaine à Casablanca, l'histoire de la construction nationale et la mémoire plurielle. Dédié à la formation des jeunes chercheurs, il réalise aussi des travaux d'expertise pour des institutions internationales et nationales. On lui doit l'excellente enquête sur "L'islam au quotidien" au Maroc.

Le Centre d'Etudes Sociales, Economiques et Managériales, créé à Rabat en 2007, est rattaché à un établissement privé (HEM). Dirigé par Driss Ksikès, l'essentiel de ses activités émane d'un groupe de réflexion indépendant et multidisciplinaire. Les grandes questions de l'économie nationale et du management y sont analysées dans leur dimension sociale. Il publie la revue *Economia*, contenant des enquêtes sur le marketing politique, les classes moyennes, l'argent du social, la fabrique de la décision ou le migrant comme acteur économique.

DR

Discours. Hassan II : "Il n'y a pas de danger aussi grave pour l'Etat que celui des prétendus intellectuels. Il aurait mieux valu que vous soyez des illettrés".

années 1970, ses premiers travaux sur la condition des femmes au Maroc, levant ainsi le voile sur une question encore taboue.

De son côté, Germain Ayache, historien et militant communiste, procède à une relecture et une réécriture de l'histoire contemporaine du Maroc. Il a formé beaucoup d'universitaires qui comptent aujourd'hui dans cette discipline, parmi lesquels Mohamed Kenbib, Jamaâ Baïda, Abdelahad Sebti...

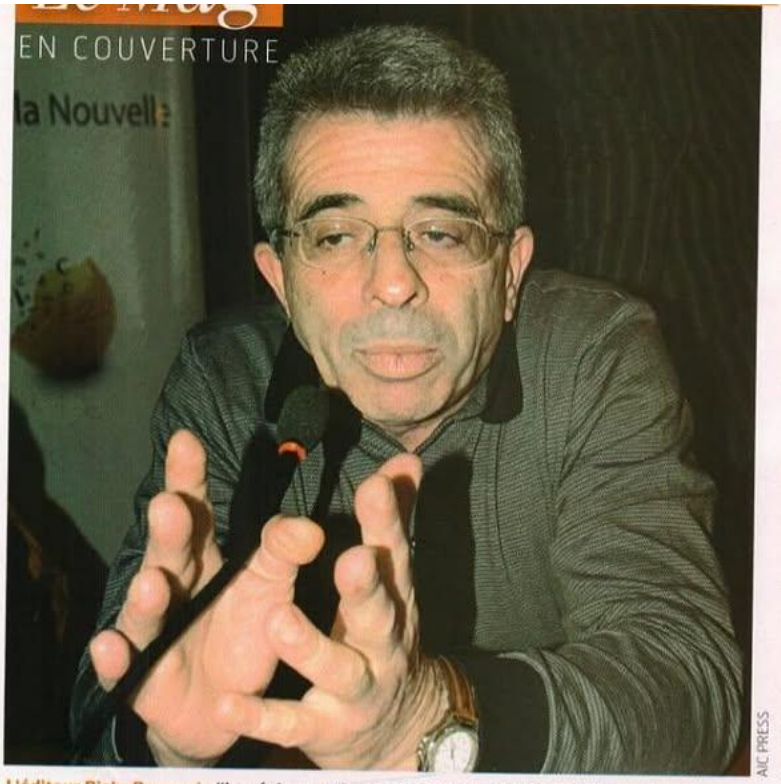
La culture au sens large n'est pas en reste : Tayeb Seddiki met en scène traditions populaires et grands textes arabes classiques. Grâce à lui, le public marocain découvre le théâtre ; en 1973, Noureddine Saïl lance la Fédération nationale des ciné-clubs, qui organise, à l'intention des lycéens et des étudiants, des projections de films suivies de débats animés ; une peinture proprement marocaine commence à s'affirmer, avec Farid Belkahia (directeur alors de l'Ecole des Beaux-Arts de Casablanca) entouré d'une équipe de pionniers, tels Mohamed Melihi, Mohamed Chebaâ, Hamidi et Hafid, tandis que Mohamed Kacimi, Fouad Bellamine, Chaïbia, "la paysanne de Chtouka", exposent leurs premières œuvres ; issus des milieux populaires, les groupes musicaux, à l'instar de Nass El Ghiwane, révolutionnent la chanson : authentiques poètes, ils traduisent les aspirations de la jeunesse marocaine, la font vibrer sur des rythmes nouveaux tirés d'instruments traditionnels. Un témoin de cette époque se souvient : *"Tout était objet de discussions, parfois interminables : un cours à l'université, un livre, un film, un poème, une peinture"*. Et d'insister : *"En ce temps-là, les intellectuels, écrivains, poètes, peintres, philosophes... ne se contentaient pas de parler entre eux, ils s'adressaient à la société"*.

...et lieux de rayonnement intellectuel

La Bibliothèque nationale du Royaume du Maroc est l'héritière de la Bibliothèque Générale et Archives créée en 1926. Installée, depuis 2008, dans un nouveau site au cœur de la capitale, elle présente toutes les caractéristiques d'une bibliothèque moderne. Son fonds comprend des collections d'une valeur inestimable ainsi que des cartes, photos et documents audio-visuels... Son directeur, l'universitaire Driss Khrouz, a entrepris d'en faire aussi un espace au service de la citoyenneté et de l'humanisme, en y accueillant débats et expositions.

La Fondation du Roi Abdul-Aziz Al-Saoud à Casablanca est une institution à la fois documentaire, scientifique et culturelle. Créée en 1985, elle a vocation à servir la recherche en sciences sociales et humaines sur l'espace arabo-musulman, spécialement le Maghreb. Mohamed Sghir Janjar en est le directeur actuel. Sa bibliothèque dispose d'un fonds très riche et de précieuses bases de données. Elle organise des rencontres et publie des ouvrages.

L'Union des écrivains du Maroc (Ittihâd Kuttâb Al Maghrib), fondée en 1961, a connu ses heures de gloire comme haut-lieu du débat intellectuel. Mais beaucoup s'accordent à dire qu'elle est aujourd'hui trop décalée par rapport aux évolutions de la société et qu'elle n'est plus un cadre de réflexion intellectuelle malgré la qualité de ses membres. Ces derniers temps, elle a été déchirée par des luttes intestines.



AIC PRESS

L'éditeur Bichr Bennani : "Les échos sur les livres parus ? Faibles : hormis quelques comptes-rendus sérieux, les autres ne sont que la reprise de la 4ème de couverture !"

Un témoin des années 1970 : "Tout était objet de discussions, parfois interminables : un cours à l'université, un livre, un film, un poème, une peinture. En ce temps-là, les intellectuels ne se contentaient pas de parler entre eux, ils s'adressaient à la société".

Qui écrit ? Qui lit ?

L'éditeur se désole : *"Personne ne lit plus rien. Comment s'étonner ensuite qu'on ne produise plus rien ? On ne peut écrire que si on lit beaucoup"*. Ghita El Khayat, écrivain et éditrice, approuve : *"Le niveau d'achat des livres est pathétique, pitoyable, toutes catégories sociales confondues"*. Seul le manuel scolaire se vend. Un des rares libraires de Rabat à ne pas en faire commerce se lamente à son tour : *"Même les universitaires ne viennent plus comme avant... Chez mes confrères, 80% au moins des recettes proviennent du scolaire et de la papeterie"*. Alors, fini le métier de libraire ? Un membre de L'APELL en paraît convaincu. Toutes les enseignes du luxe français ont ouvert boutique à Casablanca, remarque-t-il, mais pas une seule librairie digne de ce nom n'a vu le jour depuis des années.

A qui la faute ? Au système éducatif d'abord qui ne fait pas de la lecture une activité d'éveil structurante pour les tout jeunes enfants. Là où elles existent, les bibliothèques scolaires ou publiques restent sous-équipées et peu attrayantes, vu la faible variété des livres qu'elles contiennent. Manque aussi une politique du livre impulsée par l'autorité de tutelle, en liaison avec les professionnels concernés : *"Au dernier Salon du livre de Casablanca, c'est le ministère qui a décidé seul du programme. Les éditeurs n'ont pas eu leur mot à dire, c'est un comble !"*, s'indigne Bichr Bennani. Les auteurs, de leur côté, mettent en cause ces mêmes professionnels : non-respect par les éditeurs des normes éditoriales et des droits d'auteur ; distribution aléatoire et chaotique par les diffuseurs ; librairies aux allures d'entrepôts, sans vendeurs compétents pour orienter d'éventuels acheteurs... Ceux-ci seraient plus nombreux si le prix des livres n'était pas prohibitif, entend-on dire souvent. Argument contestable, répondent les gens du métier : les 225 000 enseignants que compte le pays devraient pourtant considérer le livre comme un instrument de travail indispensable, et dans les classes supérieures, supposées cultivées, on a tout de même les moyens de s'en offrir un de temps en temps. Or, pour un tirage variant aujourd'hui entre 1500 et 3000, un ouvrage édité au Maroc ne se vend pas, sauf exception, à plus de 150 à 300 exemplaires.

La désaffection pour les biens culturels ne touche d'ailleurs pas seulement le livre, constate Larabi Jaïdi : *"La norme sociale a changé. Les valeurs promues aujourd'hui sont davantage celles de l'hyper-consommation matérielle : équipement de la maison, voiture, écrans plats..."*. On objectera que la peinture, elle au moins, ne connaît pas de crise et devient même objet de spéculation : *"Mais s'il est bien porté d'acheter des toiles, c'est parce que le roi le fait*, explique Bichr Bennani. *Il en va de même pour le jet-ski, dont le Maroc est, parmi les pays émergents, le premier importateur au monde. Rien d'étonnant, puisque c'est un des sports favoris du souverain ! Si son exemple produit de tels effets, alors invitons-le dans les librairies et montrons-le en train d'acheter des livres et de les lire !"* Après tout, l'idée n'est pas nouvelle. A peine investi, Barack Obama ne consacra-t-il pas l'une de ses premières sorties publiques à la visite d'une bibliothèque d'école primaire ? Vingt-cinq petits élèves eurent ainsi le bonheur d'écouter leur président leur faire la lecture. Autre pays, autre symbole.

Il est vrai que l'information et le savoir passent aujourd'hui aussi par ces autres canaux que sont les télévisions satellitaires et Internet. Mais n'a-t-on pas tendance à surestimer leur impact réel sur les populations, en termes de formation et d'acquisition des connaissances ? Dans le cas du Maroc où l'enseignement de masse ne forme pas à l'esprit critique, les utilisateurs d'Internet, encore relativement peu nombreux, sont-ils suffisamment préparés pour en tirer le meilleur profit ?

Demain le désert intellectuel ?

Inquiétant bilan. Faut-il pour autant en conclure qu'il n'existe plus au Maroc d'intellectuels, d'engagement, de débat, de création ? Ce serait excessif. Reste que l'intellectuel libre qui questionne, qui sort de son domaine pour *"se mêler de ce qui ne le regarde pas"*, pour *"parler pour ceux qui ne le peuvent pas"*, cet intellectuel-là fait aujourd'hui figure d'oiseau rare. L'heure ne semble plus être à ce type d'engagement : pour les plus jeunes, par désaffection à l'égard de la politique et de la chose publique ; chez une partie de leurs aînés, estime Abdellatif Laâbi dans son livre d'entretiens, *Un Continent humain* (Ed. Paroles d'Aube, 1997), *"les repères intellectuels se sont déplacés au détriment de l'éthique. Les* "héros sont fatigués". *Certains sont devenus des no-*

AIC PRESS

Presse. Dans les derniers procès, aucun intellectuel n'a pris position. Quelle qu'elle soit.

Un espoir nommé philosophie

Quant à ce qui est de la pensée, on ne peut que saluer le retour en grâce, certes encore timide, de la philosophie. Jugée subversive, parce que critique par essence, elle avait été sacrifiée sur l'autel de l'obscurantisme. Mais elle refait surface. Pour preuves : sa réintégration, en 2000, dans l'enseignement secondaire ; sa réhabilitation à l'université ; les conférences organisées, depuis 2006, lors de la "Journée mondiale de la philosophie" ; la traduction en arabe de textes de philosophie politique, à commencer par le *Contrat social* de Rousseau, lancée par Abdesselam Cheddadi ; sans oublier les "Rencontres d'Averroès", initiées au printemps dernier par Driss Ksikès. Signalons enfin la naissance, en 2008, de la revue philosophique et culturelle, *Al Azmina al hadîtha* ("Les temps modernes"), animée par Abdallah Belghiti Alaoui. Le premier numéro donnait le ton : on y trouvait en particulier un dossier emblématique sur la question : "Qu'est-ce que les Lumières ?". Dans un texte fameux, paru en 1784, le philosophe allemand Emmanuel Kant répondait en ces termes : on ne devient un homme éclairé qu'en cessant de se comporter comme un enfant mineur soumis à un tuteur qui pense et qui décide pour lui. Ce qui suppose de mettre au travail son intelligence, sans se laisser diriger par un autre : *"Ose savoir ! Aie le courage de te servir de ton propre entendement ! Voilà la devise des Lumières"*. Mais cette liberté de penser resterait vaine, ajoutait-il, si elle n'était pas aussi la liberté de faire un usage public de sa raison dans tous les domaines, notamment politique et religieux, et de soumettre à la critique les autorités, même les plus bienveillantes. Diderot se montrait plus radical encore en mettant en garde contre *"le gouvernement arbitraire des princes justes, humains et vertueux"* qui assujettit les peuples *"par les voies les plus louables en apparence"*. Car, prévenait-il, *"c'est ainsi que l'on tombe dans un sommeil fort doux, mais c'est un sommeil de mort"*. Ce paradoxe mériterait sans doute d'être médité dans le Maroc actuel. Sous le règne précédent, l'injonction faite aux intellectuels était : *"Rendez-vous !"*, autrement dit *"soumettez-vous !"*. Loin de se laisser réduire au silence, ils ont parlé aussi longtemps que ce fut possible. Aujourd'hui, une relative liberté de parole leur est octroyée. Au lieu de s'en saisir, ne sont-ils pas en train de manquer les rendez-vous autrement moins sinistres où ils sont attendus ? ■

PLUS LOIN

Le sommeil de la raison

Le Maroc peut être fier de ses avancées dans le domaine des droits de l'homme, des libertés publiques et de la pluralité culturelle et linguistique. Pourtant, l'actualité révèle une tension très vive entre le Pouvoir et le petit nombre de citoyens qui donnent de la voix pour que leur pays soit davantage une terre de progrès et de démocratie. Pourquoi voir dans cette "exigence démocratique", où la liberté de chacun n'entrave en rien la liberté de l'autre, la volonté de bafouer les valeurs et la culture nationales ? Pourquoi y soupçonner un projet visant à saper les fondements du royaume ? Que peut craindre celui-ci alors qu'il jouit d'une légitimité plusieurs fois séculaire ? La crispation n'est pas bonne conseillère. La presse indépendante et le mouvement associatif qui osent manifester à l'occasion leurs désaccords, jouent un rôle indispensable et salutaire à toute société aspirant à la démocratie. Partenaires d'un pacte social à construire plutôt qu'ennemis à abattre. Promoteurs d'un débat d'idées plutôt que d'une partie de bras de fer. Aujourd'hui, la puissance publique semble avoir choisi de répondre par la force : les récentes atteintes aux libertés publiques suffiraient à le démontrer. Or, dans un Etat de droit, la loi du plus fort ne peut être le principe directeur. Rousseau ne disait-il pas "force ne fait pas droit"?

Il faut donc raison garder : la raison raisonnable, celle de la mesure, et la raison raisonnante, celle qui réfléchit et argumente. C'est ici que les intellectuels marocains ont un rôle à jouer. Peuvent-ils ignorer ce qui se passe en ce moment ? Préfèrent-ils n'en rien savoir et dormir tranquilles ? En tout cas, individuellement ou collectivement, ils restent bien discrets. Indifférence, résignation, crainte ?

Au bas d'une gravure de Goya représentant un homme assoupi, on peut lire cet avertissement : *"Le sommeil de la raison engendre des monstres"*. ■

RUTH GROSRICHARD